

Burundi : des soupçons de corruption sur un marché d'armement se confirment

@rib News, 04/12/2010 â€“ Source AFP Une ONG burundaise de lutte contre la corruption a produit samedi devant la presse un rapport officiel venant â€“tayer des soupçons de malversations portant sur environ trois millions de dollars â€“ la faveur d'un contrat d'armement entre le Burundi et une société ukrainienne. "Voici le rapport qui a été produit par l'Inspection générale de l'Etat et qui vient confirmer une malversation grave qui a causé un grand préjudice à l'Etat et qu'on avait révélé il y a quelques jours", a annoncé le président de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), Gabriel Rufyiri.

"Selon ce rapport, le montant qui s'est volatilisé est d'environ trois millions de dollars sur un total de près de six millions de dollars, comme on l'avait déclaré, et les responsables de ce gaspillage ont acheté du matériel défectueux", a poursuivi M. Rufyiri. "Ce document met en cause, comme on l'avait dit, les ministres de la Défense et des Finances, le général Germain Niyoyankana et Clotilde Nizigama, ainsi que le chef d'Etat-major de l'armée le général Godefroid Niyombare et son adjoint le général Dioméde Ndegeya et il recommande que cet argent revienne dans les caisses de l'Etat et que les responsables soient poursuivis", a-t-il ajouté. Le document de 15 pages est intitulé "Résumé exécutif du rapport définitif de contrôle de la gestion du marché d'acquisition du matériel (militaire) auprès de la société Cranford trading (inc) par le ministère de la Défense nationale et des anciens combattants durant la période 2008-2010". Le rapport de l'Inspection générale "recommande (...) le recouvrement par toutes voies légales" des montants détournés ainsi que "des actions correctives et une poursuite judiciaire" à l'endroit des responsables présumés. "Nous demandons au président Pierre Nkurunziza qu'il prenne les mesures adéquates, comme recommandé par l'Inspection générale. Ce sera dans la suite logique de la tolérance zéro contre la corruption qu'il a déclarée lors de son investiture" en septembre, a appelé M. Rufyiri. Selon des sources concordantes, la société ukrainienne est un fournisseur régulier de matériel militaire pour l'armée burundaise. S'appuyant sur des documents internes à l'armée burundaise, l'Olucome avait déclaré ces malversations la semaine dernière. Le porte-parole du ministère de la Défense et de l'armée, le colonel Gaspard Baratuza, avait alors refusé de commenter ces accusations, expliquant que le dossier n'avait pas encore été porté à sa connaissance. L'Olucome a déjà révélé plusieurs scandales financiers dont la vente illicite d'un avion présidentiel en 2006. Le vice-président de l'ONG, Ernest Manirumva, avait été tué à coups de couteau en avril 2009. La société civile accusait plusieurs responsables de la police d'avoir organisé cet assassinat toujours non résolu. L'actuel président de l'association a souvent été menacé de mort et a déjà été emprisonné à plusieurs reprises. Le Burundi, qui sort d'une longue guerre civile, a été classé parmi les dix pays les plus corrompus au monde par Transparency international.